

Actualité International

Pierre Lellouche

« Pour les Européens, la situation est presque aussi grave que pour l'Ukraine »

MENACES Face au jusqu'au-boutisme de Vladimir Poutine, dont l'armée progresse sur le front ukrainien, l'ancien ministre Pierre Lellouche dresse un constat sévère sur la politique d'Emmanuel Macron et de ses alliés européens

INTERVIEW

En Ukraine, la situation militaire avance à pas très lents. Si les Russes progressent et pourraient s'emparer de Pokrovsk, la conquête totale du Donbass risque de prendre encore de longs mois. Existe-t-il une autre issue pour mettre un terme aux combats ?

Dans trois mois, la guerre d'Ukraine entrera dans sa cinquième année ! Un million et demi de soldats ont été tués ou blessés dans les deux camps. L'Ukraine est ravagée par la guerre. La situation n'est bonne ni pour elle, ni pour ses alliés européens. Militairement, la guerre a depuis longtemps cessé d'être une guerre de mouvement. Elle a muté en une guerre de drones qui interdit tout mouvement important de forces, sous peine de destruction immédiate. Diplomatiquement, la guerre se joue elle aussi à grande distance entre Américains et Russes, au gré des foucades du président américain, qui tantôt cajole son homologue russe, tantôt le menace de sanctions et de livrer des missiles de croisière à longue portée. Poutine, lui, gagne du temps : l'arrière tient, son économie et son allié chinois aussi. Ses buts de guerre n'ont jamais varié : la résolution des « causes profondes » du conflit, à savoir l'annexion de la totalité du Donbass et de la Crimée, mais aussi la refonte du système de sécurité du continent : moins d'Otan à ses frontières et une Ukraine neutre qui, en fait, resterait dans sa zone d'influence.

Vous rappelez souvent que les chars russes ne débarqueront pas sur les Champs-Élysées demain. Mais

qu'en est-il pour nos alliés baltes, polonais, roumains... ?

L'odeur du sang et la peur de l'adversaire renforcent le prédateur. Les Russes ont parfaitement compris l'événement historique que représente la décision des Américains de se désengager d'Europe, comme vient de le démontrer à nouveau le retrait des forces américaines de Roumanie. Poutine augmente donc la pression sur le maillon faible restant : l'Europe, avec notamment les survols à répétition de drones et

Poutine augmente la pression sur le maillon faible restant : l'Europe

d'avions de combat au-dessus des pays voisins de l'Otan, à la fois pour tester les défenses adverses et surtout pour montrer que la chaîne de commandement de l'Otan est plus bureaucratique qu'opérationnelle. L'obsession des Russes est, de très longue date, d'être reconnus comme une superpuissance nucléaire à parité avec l'Amérique, et que par conséquent, Washington n'ait pas d'autre option que de négocier avec Moscou. D'où l'annonce, juste après l'annulation par Trump du sommet prévu à Budapest, de deux nouvelles armes « futuristes » à propulsion nucléaire, qui ont conduit Trump (ce que les Russes n'avaient pas prévu) à annoncer la reprise des essais nucléaires américains « à parité » avec les autres puissances (comprendre la Russie et la Chine).

Emmanuel Macron se démultiplie sans grand effet sur la question ukrainienne. La voix de la France peut-elle encore résonner à l'international ?

L'agitation permanente de Macron sur la question ukrainienne est à l'image du reste de sa politique du « en même temps ». Au début de la guerre, Macron avait commencé en insistant sur les « intérêts de sécurité de la Russie » et en cherchant le dialogue avec Poutine, avant de devenir l'un de ses principaux adversaires en essayant de prendre la tête des Européens contre Poutine à partir de 2023. Macron est même allé jusqu'à qualifier Poutine d'« ogre » se nourrissant des dépouilles de ses voisins, parlant de risque de guerre à la télévision et laissant les chefs militaires français évoquer une perspective d'affrontement direct avec la Russie dans les prochaines années. Comme le disait mon vieux maître Raymond Aron dans son ouvrage *Paix et guerre entre les nations* (1962) : « Les hommes savent qu'à la longue, le droit international doit se soumettre au fait qu'une grande puissance qui veut interdire les conquêtes à un rival doit s'armer et non proclamer à l'avance sa désapprobation morale. » Depuis 2017, Macron a beaucoup parlé d'« Europe souveraine » pour découvrir aujourd'hui qu'elle n'existe pas ; il a beaucoup parlé réarmement, pour découvrir que nous ne sommes pas en mesure de le financer, à cause du désastre politique et économique qu'il a lui-même causé.

Donald Trump lui-même peine à forcer les belligérants à déposer les armes. De l'aveu du président américain, Poutine ne veut pas la paix...



L'ancien ministre Pierre Lellouche plaide pour une approche d'équilibre diplomatique.

FRANÇOISE DEBORT

Pour la première fois, Zelensky laisse entendre qu'il serait d'accord pour qu'un cessez-le-feu, sur la base de l'actuelle ligne de front, serve de cadre pour un futur armistice. Il y a là une concession majeure pour les Ukrainiens qui, jusqu'à présent, ne voulaient pas entendre parler d'un échange « paix contre territoires », répétant à l'envi qu'ils entendaient reprendre la totalité des territoires conquis par la Russie. Or, le problème est que Poutine ne donne aucun signe de vouloir se contenter des territoires déjà conquis. Ses généraux doivent sans doute lui promettre qu'ils reprendront rapidement les 20 % du Donbass qui demeurent encore sous contrôle ukrainien.

Les Européens demandent un cessez-le-feu total avant toute discussion de paix. Cette idée n'est-elle pas la plus propice à mettre un terme aux combats et soulager des populations épuisées par trois ans de guerre totale ?

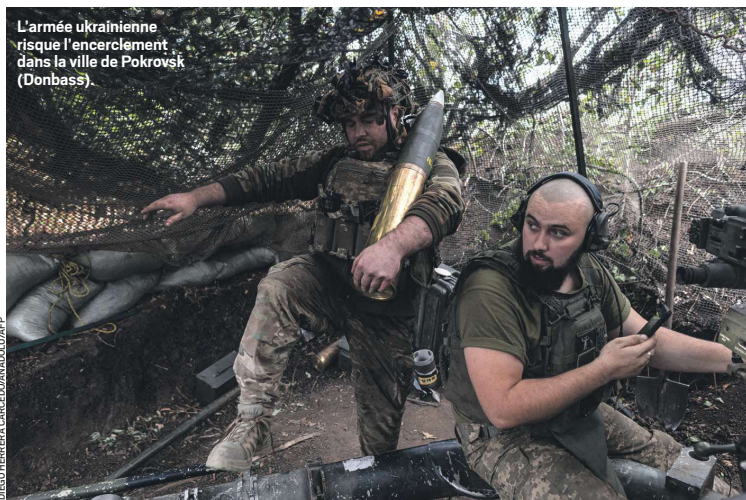
Pour les Européens, la situation est presque aussi grave que pour l'Ukraine. Non seulement nous nous trouvons complètement exclus de la négociation entre Trump et Poutine, mais pour la suite des opérations, l'administration Trump nous a laissés nous débrouiller tout seuls. Trump considère que cette guerre, dans laquelle, répète-t-il, « il ne se serait jamais engagé », est une guerre européenne. Il a donc cessé toute livraison d'armes et tout financement en direction de l'Ukraine. Concrètement, il nous revient désormais de financer l'effort de guerre ukrainien, au moins 60 milliards d'euros par an, et d'acheter aux États-Unis les armes dont l'Ukraine a besoin, en plus de nous occuper en urgence de notre propre réarmement...

Vous ne croyez pas au « sursaut militaire de l'Europe » ?

La sortie de la guerre d'Ukraine s'annonce extrêmement difficile et risquée pour les Européens qui, malgré toutes les proclamations sur leur unité, abordent l'épreuve dans une évidente désunion. Sur

l'argent d'abord, le nerf de la guerre. La France désargentée avait espéré pouvoir financer son indispensable réarmement grâce à un grand emprunt européen de 800 milliards d'euros, comme cela avait été mis en place pour le Covid. Mais l'Allemagne a refusé. La Commission ne contribuera donc qu'à hauteur de 150 milliards, à partager entre 27 pays... Autrement dit, très peu. L'Allemagne, elle, a décidé de jouer solo en investissant 500 milliards pour sa défense en vue de construire « la plus grande armée d'Europe » selon les propos du chancelier Merz. Même difficulté s'agissant de l'aide à l'Ukraine. Sans les Américains et sans argent, l'idée a surgi de se servir sur les fonds de la Russie, déposés auprès de Euroclear à Bruxelles. Le problème est que la saisie de tels fonds, séquestrés depuis 2022, même maquillée des mots « réparations de guerre », est parfaitement illégale et surtout risque de déstabiliser la confiance des institutions financières internationales et des investisseurs, dont la France a cruellement besoin pour financer sa propre dette... Même désunion sur le fameux « mur anti-drones » promis par l'incontournable Von der Leyen, et plus généralement sur la défense anti-aérienne de l'Europe. Le sujet, là encore, marque une vraie rupture entre l'Allemagne, leader d'un groupe d'une vingtaine de pays avec technologies américaines et israéliennes, et de l'autre côté la France et l'Italie et leur propre système de défense missile. Désunion toujours sur la fameuse « coalition des volontaires » censée déployer une force dite de « réassurance » en Ukraine après un éventuel traité de paix. Mais personne n'a envie de suivre Macron dans une telle aventure, le vice-premier ministre italien, Salvini, lui ayant même conseillé de « s'acheter un gilet pare-balles, de prendre son fusil et d'aller lui-même faire la guerre en Ukraine ». La vérité est que ni les Américains, ni les Russes, ni la majorité des Européens ne veulent d'une telle force... ●

PROPOS RECUEILLIS PAR GEOFFROY ANTOINE



L'armée ukrainienne risque l'encerclement dans la ville de Pokrovsk (Donbass).

DIEGO HERRERA CARCEDANO/ANSA/AFIP